Bergère (Marc) (dir.), *L'épuration économique en France à la Libération*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 343 pp, ISBN 9 782753 506244.

Jonas Champion

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1122>

DOI : 10.4000/chs.1122

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 146-148

ISBN : 978-2-600-01387-1

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Jonas Champion, « Bergère (Marc) (dir.), *L'épuration économique en France à la Libération* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 13, n°2 | 2009, mis en ligne le 08 juin 2010, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1122> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1122>

présentant comme de plus en plus indépendante des intérêts locaux, la police comme contrôle social institutionnalisé ne saurait entièrement ignorer les mécanismes normatifs locaux. En même temps, dégagé des contraintes de la procédure judiciaire (notamment la preuve), l'ordre du roi par son extension à d'autres domaines de la vie urbaine (mendicité, puis criminalité) devient un « instrument de contrôle social » (chap. IX) de premier ordre.

La nouvelle police ne se substitue donc pas à l'ancienne, il y a interférence, voire appropriation progressive, de la part du lieutenant général, relayé par les inspecteurs et, à moindre titre, par les commissaires, des formes locales de l'ordre pratiquées au sein des communautés. Si l'argument convainc, la démonstration que propose G. Sälter tend parfois à voir trop systématiser ce qui relève de la complexité, voire contradiction. Il n'empêche qu'il parvient à montrer que ce moment crucial dans la formation de la police moderne consiste moins en une rationalisation délibérée mais en un processus porté par des acteurs sociaux divers, à la marge de manœuvre certes inégale, d'une négociation parfois âpre entre les agents de la police nouvelle et la population ainsi que par une intégration, voire une incorporation des modes locaux et policiers de contrôle social.

Proche des arguments développés par Paolo Piasenza, le travail de G. Sälter est une contribution intéressante au champ de recherche, depuis peu ravivé, de l'histoire de la police. Des apports importants sont à attendre de l'analyse des pratiques policières, au sens large du terme (pratiques d'écriture, pratiques administratives, concurrence de compétences, etc.⁶), dans leur interaction nécessaire – qui oscille entre répression et appropriation – avec une population qui, au cours d'un XVIII^e siècle à l'intranquillité croissante, ne cesse de se diversifier.

Ulrike Krampfl
Université François Rabelais
Département Histoire et Archéologie
3, rue des Tanneurs
F-37041 Tours Cedex
ulrike.krampfl@univ-tours.fr

Bergère (Marc), *Une société en épuration. Épuration vécue et aperçue en Maine-et-Loire de la Libération au début des années 50*, Rennes, PUR, 2004, ISBN 2-86847-848-4

Placé sous la direction de Marc Bergère, spécialiste de l'épuration française, ce volume regroupe les contributions d'un colloque organisé en 2006 par le GDR (groupement de recherche) « Les entreprises françaises sous l'Occupation », consacré à l'épuration économique en France. Partant de l'opposition apparente entre une collaboration économique *a priori* importante, et une épuration économique *a priori*

⁶ Vincent Milliot *et al.* (coord.), dossier « Espaces policiers », *RHMC*, 2003, 50, 1 ; Vincent Milliot *et al.* (dir.), *Les Mémoires policiers, 1750-1850. Écriture et pratiques policières du Siècle des Lumières au Second Empire*, Rennes, PUR, 2006 ; Vincent Denis, *Une histoire de l'identité. France, 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon, 2008 ; Julie Allard, *Images paradoxales : perceptions et représentations de la place de Grève au XVIII^e siècle*, thèse de doctorat, Montréal, UQAM, 2008.

modérée qu'il discute⁷, son originalité majeure tient dans le croisement thématique qu'il propose, entre l'histoire de l'épuration d'une part, l'histoire économique de l'autre. Il s'agissait là de deux champs de recherche qui ne s'étaient que trop rarement rencontrés, alors que la question économique est centrale dans tout processus d'occupation militaire⁸. Le croisement, la comparaison (autrement dit, l'ouverture) sont les maîtres mots de cette première synthèse sur ce sujet qui a démontré la vitalité et les potentialités de cette problématique.

En France, comme ailleurs en Europe, l'historiographie de la sortie-de-guerre a tout à gagner de la lecture simultanée de perspectives sociales, politiques, économiques, judiciaires ou institutionnelles, pour la compréhension de la restauration de sociétés en mutation. La répression des collaborations y occupe une place majeure. Or, l'aspect économique et/ou fiscal avait jusqu'à présent été une des grandes absentes de l'historiographie des épurations, à cause de difficultés archivistiques. À plus d'un titre, les contributions rassemblées par Marc Bergère dépassent ces limites, en soulignant l'intérêt de certains fonds. Citons comme exemple les archives des comités de confiscation des profits illicites ou du conseil supérieur de confiscation des profits illicites, qui permettent des approches départementale ou nationale de ce phénomène de régulation de l'économie.

Les différentes contributions proposent des questionnements féconds à partir de ce croisement initial. D'abord, la diversité des procédures épuratoires en matière économique apparaît clairement. Aux instructions judiciaires, se rajoutent en effet des procédures administratives, internes à des entreprises ou des associations professionnelles, mais aussi des procédures extra-légales ou, l'argent étant le nerf de la guerre, fiscales. L'épuration économique interroge directement le profit en termes de légitimité de ce dernier. Sous-tendant cette question, elle met en lumière les relations du public avec les bénéfices du monde économique, et le rôle de l'État central dans sa répartition, pour déterminer la part qui lui revient. De même, la réalité, ainsi que l'ampleur des différentes modalités de cette épuration dans les différents domaines de la vie économique, sont également soulignées.

Ensuite, la pluralité des procédures épuratoires – mais également, la difficile coordination de celles-ci – est mise en lumière par la diversité des approches présentées. Méthodologiquement, les contributions rassemblées par Marc Bergère mêlent les biographies individuelles et collectives des grands hommes qui font l'économie, leur (dis)continuité, le destin des ouvriers, à celui des structures et des entreprises.

Dans une première partie consacrée à une vision nationale, la question du profit en temps de guerres et de sa régulation (ultérieure) par l'État est analysée. Ces articles illustrent le difficile équilibre entre la demande de justice et sa réalisation : en matière économique, l'épuration est de plus soumise à la *realpolitik*, notamment aux impératifs d'un pays en pleine reconstruction. Cette première partie est à lire en parallèle avec la remarquable conclusion générale de Marc-Olivier Baruch, applicable à toutes les épurations. Il y mobilise notamment la science politique, pour évaluer l'épuration économique en tant que politique publique. Outre la diversité épuratoire, apparaît de cette façon l'improbable conciliation entre les différents objectifs officiels de l'épuration : exemplarité, rapidité, approfondissement, sérieux⁹.

⁷ Marc Bergère, *Introduction pour une épuration économique à géométrie variable* (pp. 11-12).

⁸ Comme l'a notamment mis en évidence le cycle de conférences organisé par le Projet ANR « Occupations militaires en Europe », voir [<http://www.occupations-militaires-europe.com/>].

⁹ Marc-Olivier Baruch, *Conclusions. Kaléidoscope de la grisaille* (pp. 334-335).

La seconde partie du volume change d'échelle. Elle met en avant les variables départementales de l'épuration économique. La cohérence de la problématique générale du projet est renforcée par la diversité des situations locales abordées, au sein d'une France où la situation et les temporalités de l'épuration sont loin d'être uniformes. La troisième partie, quant à elle, envisage la répression menée au sein de différents secteurs d'activité. Sont ainsi considérés des secteurs directement utiles à l'effort de guerre allemand (l'automobile ou les arsenaux de la marine), des secteurs indispensables à la reconstruction du pays (les travaux publics), ou des secteurs en apparence plus neutres (les gantiers ou le monde de la bourse). Sans doute faudrait-il, à l'avenir, s'intéresser plus avant au secteur primaire, comme l'agriculture ou la production minière ?

Le croisement des échelles entre le micro et le macro, le local et le régional, le national et l'international représente un intérêt majeur de cette publication. Car, pour éclairer les spécificités françaises, les situations belge (Dirk Luyten) ou est-allemande (Marcel Boldorf) sont également abordées. Stimulante en termes de compréhension des logiques économiques sous occupation, ou en territoires « libérés », l'initiative mériterait sans doute d'être élargie. Il aurait été particulièrement intéressant – dès maintenant, ou dans les recherches à venir – d'aborder de plus près la situation néerlandaise, notamment, au vu des projets allemands quant au futur de ce pays (intégration au Reich), et au régime d'occupation qui s'y établit (*Zivilverwaltung*). De même, le cas de pays satellites du Troisième Reich mérite sans doute une attention soutenue, bien qu'élargissant le cadre initial du colloque.

Enfin, l'ouverture proposée est aussi chronologique : spécifique, la Seconde Guerre mondiale n'en est pas moins marquée par les conflits antérieurs. À ce titre, l'appréciation de la légitimité des profits réalisés en temps de guerre est notamment réintégrée dans le temps long par Philippe Verheyde, tandis que Béatrice Touchelay revient sur l'expérience de la contribution sur les bénéfices de guerre, instaurée en 1916 pour taxer les industriels. De cette manière, l'épuration de 1944 est confrontée à une généalogie ancienne de « cohabitation » du système capitaliste avec les périodes de crise. À cet égard, une comparaison accrue à l'expérience de la Première Guerre mondiale représente sans doute une piste stimulante de développement du chantier historiographique. Alors qu'on sait que, en Belgique par exemple, l'expérience de l'occupation subie en 1914-1918 et les difficultés de l'épuration économique qui en découlent, jouent un rôle important dans le vécu de l'épuration menée à partir de septembre 1944, qu'en est-il pour les départements français occupés durant le premier conflit mondial ? Face à une continuité générationnelle des élites économiques, la question aurait mérité d'être abordée dans les contributions du volume. Plus que d'une critique fondamentale, il s'agit là de preuves de la réussite de ce projet éditorial, et des perspectives nouvelles qu'il offre pour une historiographie de la répression économique après les guerres.

Jonas Champion
Centre d'Histoire du Droit et de la Justice
Université catholique de Louvain
10, rue du poirier
B-1348 Louvain-la-Neuve
jonas.champion@uclouvain.be